

## **A CHACUN SON CAMP !**

Le déroulement des événements qui jalonnent le développement de la lutte des classes présente au moins un avantage, c'est que les militants syndicaux, à quelque tendance qu'ils appartiennent, doivent se situer sans équivoque.

La gestion de la crise implique nécessairement les tentatives permanentes d'intégration des syndicats à l'Etat, ce qui exige que chaque grande force politique s'obstine à avoir sa courroie de transmission.

Il n'y a pas si longtemps, nous n'étions pas nombreux à expliquer les dangers de l'offensive baptisée «recomposition syndicale», autour de l'axe FEN-CFDT-Autonomes. Bien sûr, nous exagérons... Pour peu que nous ajoutons que les tenants de la doctrine sociale de l'Eglise s'inséraient pleinement dans ce processus, nous fantasmions en cédant à notre sectarisme anticlérical primaire bien connu!

Aujourd'hui, nous persistons et signons, tant nous sommes convaincus qu'il y a incompatibilité totale entre le syndicalisme indépendant confédéré, réformiste, et les théories participatives, quel que soit leur habillage; l'histoire, y compris récente, le démontre amplement.

Les militants de l'UGT d'Espagne font en ce moment la difficile expérience de l'apprentissage de l'indépendance syndicale par rapport à un parti politique et à l'Etat. La fidélité à la défense des intérêts particuliers de la classe ouvrière impose à l'UGT de rompre son allégeance et sa dépendance du PSOE, sous peine de ne plus exister à terme en tant qu'organisation syndicale.

Le récent congrès confédéral de la CFDT nous conforte à nouveau dans nos positions.

Que les médias s'emparent de l'événement constitué par les règlements de comptes entre l'appareil intégrationnistes et ses «moutons» que certains découvrent horrifiés, ce que nous expliquons depuis longtemps, à savoir que la CFDT n'est pas, ne peut pas être une organisation démocratique, est une chose. Mais cela ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt. Le «basisme» gauchiste n'a pas grand-chose de commun avec la démocratie syndicale, ni avec la conception que nous avons de l'organisation et de la direction des grèves. Nous aurons l'occasion de revenir sur les notions de syndicat, comités de grève, coordinations.

Ce qui importe aujourd'hui, c'est de souligner l'insistance avec laquelle Edmond Maire a parlé des convergences avec la FEN et FO, avec des syndicats autonomes, rejoignant en cela Yannick Simbron, secrétaire général de la FEN, qui ne manquait pas de rappeler les mêmes convergences lors de l'émission télévisée du 12 novembre 1988 (1).

A ce concert savamment orchestré pour faire avancer l'idée de recomposition, il faut ajouter des voix qui, de ci de là, viennent renforcer les positions des fossoyeurs du syndicalisme.

C'est ainsi que nous avons pu lire les lignes suivantes dans une publication de gauche:

*«L'opposition formelle entre coordination et syndicalisme peut être dépassée à l'avenir à condition que chacun assimile les leçons de ces conflits, en particulier les syndicalistes, mais aussi les socialistes dont les militants peuvent contribuer à résoudre cette question. Une pratique de rassemblement doit se substituer à l'actuel émiettement, lequel est de plus en plus mal compris par les salariés qui l'interprètent comme une guerre des chefs.*

(1) Emission d'Antenne 2 animée par Claude Sérillon à laquelle participaient André Bergeron, Krasucki, Simbron, Kaspar, Marchelli.

*La pratique syndicale doit se rapprocher du quotidien des salariés qui considèrent souvent qu'on ne les défend pas assez. Le syndicalisme doit se fixer de nouveaux objectifs nés de la modification du tissu social, pour défendre réellement l'emploi et les salariés jeunes et moins jeunes en situation précaire. Il faut s'orienter résolument vers une stratégie démocrate socialiste, affirmer le syndicalisme dans ce camp tout en préservant l'autonomie du mouvement syndical. Avancer concrètement dans cette direction contribuerait à renforcer et le syndicalisme et l'homogénéité du salariat, modifiant le rapport de force dans le pays, réalisant ainsi les conditions politiques dont le Parti socialiste a besoin pour son actif, de transformation sociale.*

*Notre parti doit pouvoir débattre de ces questions. Il doit en revanche se garder de renforcer l'opposition entre coordination et syndicalisme. La droite, elle, n'y manquera pas qui se réjouit de la crise du syndicalisme. L'intérêt des salariés et du Parti socialiste est de vaincre cette opposition. Pour cela, le parti doit prendre appui sur sa base sociale et aider le syndicalisme à retrouver sa place tout en respectant son autonomie.*

*Notre parti serait alors en phase avec les mouvements sociaux et attirerait naturellement les militants syndicaux et les autres qui viennent à la politique à la suite de chacun de ces grands mouvements».*

C'est publié dans le n° 87 du 4 novembre 1988 de la *Lettre hebdo* («renforcer la gauche au PS») dont le directeur est M. Jean-Christophe Cambadélis, député du XIXème arrondissement de Paris, et c'est signé «Jean Grosset syndicaliste».

Nous avons connu un «Jean Grosset, syndicaliste» à une époque pas très lointaine, où, avec d'autres, et avec notre soutien actif, il quittait la FEN, inféodée à un parti et au gouvernement, bradant la laïcité de l'école, empêtrée dans ses lettres de tendances de partis, pour retrouver, enfin, l'indépendance syndicale à la FNEC-FO, dans la CGT-FO.

Nous le retrouvons aujourd'hui dans un wagon de train conduit par ceux qui travaillent à l'instauration d'un syndicalisme officiel, aux ordres d'un parti, d'un gouvernement. Il n'est d'ailleurs pas sûr que les conducteurs de l'opération utilisent leurs tâcherons jusqu'au bout. Nous en avons connu d'autres, qui, après avoir servi, ont été tout simplement abandonnés en route.

En tout cas, écrire aujourd'hui que le syndicalisme doit se transformer dans l'intérêt d'un parti politique est un coup bas de plus, dont, pour notre part, nous ne manquerons pas de nous souvenir.

**J. SALAMERO.**

-----